

Convention collective régionale

IDCC : 937. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(HAUTE-VIENNE ET CREUSE)**

(1^{er} juin 1977)

(Etendue par arrêté du 22 juillet 1980,
Journal officiel du 21 septembre 1980)

■ *Journal officiel* du 17 mars 2010

**Arrêté du 10 mars 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques
et connexes de la Haute-Vienne et de la Creuse (n° 937)**

NOR : MTST1006862A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1980 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 11 février 2009, portant extension de la convention collective des indus-
tries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Haute-Vienne et de la
Creuse du 1^{er} juin 1977, et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 3 juin 2009, relatif à la prévoyance, à la convention col-
lective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 13 août 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
4 mars 2010,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-
tries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Haute-Vienne et de la

Creuse du 1^{er} juin 1977, modifié par l'accord du 11 septembre 1995 tel qu'étendu par arrêté du 26 décembre 1995, les dispositions de l'avenant du 3 juin 2009, relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée.

Le troisième alinéa du paragraphe 2 de l'article 1^{er} est étendu sous réserve de l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2261-10 du code du travail, aux termes desquelles, lorsque la dénonciation émane de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, une nouvelle négociation doit s'engager, à la demande d'une des parties intéressées, dans les trois mois qui suivent la date de la dénonciation.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/30, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).